

Les subsides

M. Hovdebo: Monsieur le Président, je tiens à féliciter le chef de l'opposition pour la façon dont il a défendu les agriculteurs des Prairies. Je voudrais cependant qu'il explique son allusion au tarif préférentiel parce que ni le ministre ni le gouvernement actuels ne sont à blâmer pour la disparition de ce tarif. C'est le parti libéral qui en est responsable.

Son parti favorise-t-il le rétablissement d'un tarif statutaire préférentiel pour le transport des céréales dans l'Ouest?

M. Turner (Vancouver Quadra): De quel taux statutaire le député veut-il parler? S'agit-il du tarif des transports ou du taux de crédit?

M. Hovdebo: Je veux parler du tarif préférentiel pour le transport des céréales, c'est-à-dire du tarif du Nid-de-Corbeau.

M. Turner (Vancouver Quadra): Bien entendu, la loi prévoit que le tarif du Nid-de-Corbeau peut être modifié et je crois savoir que le ministre des Transports (M. Mazankowski) songe sérieusement à cette possibilité. Il doit concilier des intérêts divergents au Canada. Je pense que c'est à lui que cette question devrait s'adresser.

M. Oberle: Le très honorable chef de l'opposition a-t-il une idée de ce qu'un versement de \$50 l'acre coûterait au Trésor fédéral? Voudrait-il que les provinces assument comme d'habitude la moitié des frais d'un tel programme? Dans ce cas, je félicite le très honorable représentant d'avoir pris une telle initiative et de s'être préoccupé de cette situation, dont il n'a aucunement exagéré la gravité. C'est une question qui nous préoccupe tous. Il n'est pas venu dans la région de la rivière de la Pain en Colombie-Britannique. Je suppose qu'il part du principe que je m'en occupe.

● (1240)

M. Gauthier: Laissez-lui une heure.

M. Oberle: Le député a-t-il utilisé ses contacts avec le gouvernement provincial de Colombie-Britannique pour savoir si la province accepterait un accord prévoyant un paiement à l'acre, similaire à celui qui a été conclu pour le bétail et aux initiatives de notre gouvernement?

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, le député sait très bien que j'ai été dans sa région que j'aime beaucoup. J'y suis allé deux fois au cours des 12 derniers mois, mais je ne l'ai pas vu. C'est dommage, car il était le bienvenu aux excellentes réunions que nous avons eues. Il aurait ajouté un peu de couleur.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Même si je connais le premier ministre de Colombie-Britannique depuis plus de 30 ans, mes communications avec lui ne sont certainement pas aussi faciles que celles du député.

M. Oberle: Ça se discute.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, en l'absence de tout plafonnement, le programme coûterait environ un demi milliard. Celui que je propose comporterait une limite.

Comme je l'ai dit, nous paierions jusqu'à une certaine surface emblavée maximale. Cela éviterait que de gros agriculteurs ne touchent des sommes considérables. Nous tiendrions compte également des quantités récoltées. Compte tenu de l'ampleur du problème que j'ai décrit, le montant serait raisonnable.

Toutes les organisations agricoles importantes au Canada appuient l'idée des paiements à l'acre. Il existe un précédent, créé par l'ancien gouvernement. Celui-ci a indemnisé les agriculteurs du nord-est de la Saskatchewan qui avaient été victimes d'inondations. Que le ministre s'en inspire, s'il le veut.

Quant au partage des coûts, j'ai proposé à Regina que le gouvernement fédéral en paie les deux tiers, le reste venant des provinces. Nous voulons nous assurer que ces crédits aillent vraiment aux agriculteurs. Quand le gouvernement canadien a fait des avances de fonds aux éleveurs de la Saskatchewan, ces derniers n'ont rien touché du tout. C'est le trésorier de la Saskatchewan qui a tout empêché pour la province.

M. Hopkins: Monsieur le Président, l'agriculture est encore une grosse affaire et une entreprise, justement, non pas un mode de vie ainsi que le gouvernement semble le penser. Elle a toujours été et demeure encore l'un des secteurs clés de notre économie. Contrairement à ce qui s'est dit au cours de la période des questions ce matin, les gouvernements libéraux ont fortement subventionné l'agriculture et l'ont secourue lorsqu'il le fallait.

Le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) précise-t-il quels secours et quels allègements fiscaux il offrirait aux agriculteurs? Deuxièmement, quelles mesures immédiates d'aide financière proposerait-il? Troisièmement, se rangerait-il, s'il était premier ministre, du côté de la Communauté économique européenne, ainsi que l'ont fait aujourd'hui le gouvernement et le ministre de l'Agriculture (M. Wise) au lieu de se porter à la défense du milieu agricole canadien?

S'il lui reste quelque temps, le très honorable chef de l'opposition voudrait-il, avec l'intelligence qu'on lui connaît, parler du marché des éleveurs de porc et de bœuf, donner quelques conseils utiles et proposer certaines mesures? Le gouvernement a manifestement terriblement besoin d'aide.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, c'est agréable d'entendre des propos intelligents.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): En réponse à la question du porc, en dépit de cette nouvelle association commerciale que le gouvernement du Canada envisage d'établir avec les États-Unis, nos éleveurs de porc se retrouvent dans une situation difficile à cause des Américains qui, sournoisement, par le biais de leur département de la santé, nuisent à notre secteur de production du porc.